



16

févr.
2017

▲ Niv. 1

L'État a
répondu

Ukraine

Création de l'alerte : 16 nov. 2016

Impunité persistante suite au meurtre du journaliste ukrainien d'investigation Georgiy Gongadze

SOURCE DE LA MENACE ▶ Inconnue

CATÉGORIE ⓘ ▶ Impunité pour meurtre

AUTEUR : FEJ/FIJ, AEJ, CPJ, Index, RSF

Pour marquer la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, la FEJ, la FIJ, Index on Censorship, AEJ, RSF et le CPJ soumettent une alerte au Conseil de l'Europe au sujet de l'impunité persistante suite à l'enlèvement et au meurtre du journaliste ukrainien Georgiy Gongadze.

Le 16 septembre 2000, le journaliste a disparu; son corps décapité a été retrouvé six semaines plus tard. Georgiy Gongadze avait enquêté sur la corruption au sein du gouvernement et sous la présidence de l'ancien président Koutchma. Dans les mois qui ont précédé sa mort, Gongadze avait signalé qu'il était sous surveillance et qu'il avait reçu des menaces.

Après des années d'enquêtes, quatre anciens agents du Service secret ukrainien (SBU) ont été condamnés, mais personne n'a été condamné pour avoir ordonné et incité à commettre son meurtre. Au cours des seize dernières années, l'absence d'enquête efficace sur l'enlèvement et le meurtre de Georgiy Gongadze a eu un impact important sur la société ukrainienne et sur la communauté journalistique en général.

Les organisations partenaires de la Plateforme du Conseil de l'Europe demandent aux autorités ukrainiennes de confirmer leur attachement à la liberté de la presse en traduisant en justice tous les responsables de la mort de Georgiy Gongadze.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES ▼

- ➔ Article publié sur le site du CPJ : "Journalists Killed - Ukraine : Georgy Gongadze"
- ➔ Communiqué de la la FEJ/FIJ : "La FIJ et la FEJ commémorent l'anniversaire de la mort de Gongadze en exigeant la fin de l'impunité en Ukraine"

RÉPONSES DE L'ÉTAT



16 févr. 2017 | Réponse du Gouvernement ukrainien

[Position officielle de l'Ukraine](#)

SUITES DONNÉES



15 nov. 2016 |

Pour la Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, le meurtre de Gongadze doit faire l'objet d'une enquête approfondie. Elle appelle les autorités ukrainiennes à faire cesser le climat d'impunité.

[Communiqué de la Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias](#)